

Gauche de gauche : comment je vois les choses

mardi 1er avril 2008, par [JENNAR Raoul Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mars 2008).

Phnom Penh, 31 mars 2008

Je suis, pour le moment, loin de France, mais tellement proche par le cœur et par la pensée. D'excellents amis s'emploient chaque jour à m'envoyer informations et documents. Je reçois aussi très régulièrement des courriels qui m'expriment des opinions et sollicitent la mienne. Je suis intervenu dans des échanges sur l'avenir de la gauche de gauche. Le moment me semble venu de synthétiser mon point de vue.

D'abord, je voudrais revenir sur 2006, l'année de l'espérance fracassée, ce qui implique de ma part la reconnaissance de certaines erreurs d'analyse :

1. Les 125 propositions. Ce n'était pas un projet de société ; ce n'était même pas un programme présidentiel ; c'était tout au plus un catalogue d'intentions pour un programme gouvernemental. Ces propositions contenaient des incohérences nées d'une volonté de concilier des points de vue relevant de conceptions très éloignées de la fonction de l'économie dans la société. Une réponse identique aux problèmes posés par les finalités de la production et de l'échange n'existait pas.

Il faut en tirer une leçon qui ne me semble pas assez présente dans les débats d'aujourd'hui : on ne peut rassembler au-delà d'une même vision globale du futur. Rassembler sur un projet qui se contente d'être « antilibéral » ou « anticapitaliste », c'est-à-dire un projet qui se limite à exprimer des rejets fussent-ils partagés, ne fournit pas le lien fort nécessaire pour bâtir une coalition porteuse d'une espérance commune. Rassembler sur une utopie ' pour les uns l'autogestion, pour d'autres la décroissance, pour d'autres encore l'écologie, chacune présentée comme la réponse à tout ' ne peut davantage suffire, car un projet de société, même visionnaire, doit rester crédible.

2. Les relations avec le PS. Au sein du collectif national, nous étions profondément divisés sur notre perception du PS. Certains partageaient avec un certain nombre de ceux qui militent courageusement au sein du PS la conviction que le PS pouvait modifier son orientation néolibérale et qu'un nouveau rapport de forces à gauche y contribuerait ; d'autres, dont j'étais (j'avais adressé une lettre ouverte aux socialistes du « non » après le congrès du Mans et

sa synthèse inacceptable), développaient la théorie dite des deux gauches. Ce sont les premiers qui l'ont emporté. Or, la suite a confirmé et même accentué la dérive néolibérale massive du PS avec la candidature de Ségolène Royal, les ralliements qu'elle a suscités y compris de la part d'anciens ténors PS du « non », l'orientation du programme du parti et de sa candidate et ses appels au Modem. Il faut tirer les conséquences de cette évolution. Il ne peut y avoir de rassemblement d'une gauche de gauche en dehors d'un constat non équivoque : le PS comme tel n'est pas un partenaire pour la transformation sociale.

3. La question du pouvoir. Toute notre démarche (voir le document stratégique) reposait sur un postulat : nous nous battons pour le pouvoir, nous entendons gouverner. Nous avons entretenu l'illusion jusqu'en décembre 2006 que c'était à portée de main. Je crois que ce fut une erreur majeure. Ce fut une erreur parce que cela ne reposait que sur un acte de foi. Je crois aux vertus mobilisatrices du volontarisme. Mais à partir d'un minimum d'éléments concrets. Il est certain qu'une candidature unique de la gauche de gauche aurait fait l'évènement et aurait créé un nouveau rapport de forces à gauche. C'était une erreur de croire et de faire croire que nous pouvions nous substituer au PS comme premier parti à gauche. Nous avons cultivé cette illusion en nous appuyant sur les résultats du référendum et sur la place du « non » de gauche dans ce résultat. Je crois aujourd'hui que nous avons commis une erreur et que le « non » de droite était plus important que ce que nous avons cru et affirmé. Ce qui signifie que notre candidat(e) unique n'aurait pas pu espérer l'emporter. Et qu'aux législatives, dans le meilleur des cas, nous n'aurions été en position que de négocier une participation gouvernementale. Ce qui signifiait en fait la reconduction de la gauche plurielle. Nous avons indiqué que nous refuserions cette perspective, mais il était manifeste que ce n'était la position ni du PCF, ni même de certains « altermondialistes » comme la suite des évènements l'a mis en évidence. Il y avait dans nos rangs des gens et des structures prêts à collaborer avec le PS. Nous n'aurions donc été, dans l'hypothèse la plus favorable, que l'élément d'appoint du PS et alors se serait immédiatement posée la question des concessions à faire, c'est-à-dire la question de notre capacité à conduire vers une réelle transformation sociale. Reconnaissons aujourd'hui que la direction de la LCR avait quelques raisons de douter de notre capacité à faire fléchir le PS. Nous avons perdu le soutien de la LCR parce que nous avons cessé avec le document « Ambitions et stratégies » d'être crédibles sur nos ambitions et notre capacité à les réaliser.

C'est la leçon que je tire aujourd'hui : une ambition crédible doit être triple :

- nous devons être les porteurs d'un projet pour une autre société
- nous devons être la force qui se crée autour des luttes à la fois de résistance au capitalisme et d'alternative à ses pratiques
- nous devons construire une force en capacité d'influencer : nous ne

devons pas lutter pour le pouvoir, nous devons lutter pour avoir du pouvoir, c'est-à-dire de l'influence ; une influence telle qu'elle force les autres à changer.

Cette triple ambition nécessite un outil approprié : nous devons créer un nouveau sujet politique.

C'est qui « nous » ? Pour faire court, je dirai les acteurs possibles de la gauche du non.

Passons-les en revue. Mais avant souvenons-nous que la campagne référendaire, c'est-à-dire l'action à la base de militants venus de tous les horizons (partis politiques, syndicats, mouvements, associations, ONG, y compris de femmes et d'homme ayant renoncé à militer dans un parti et d'autres n'ayant jamais milité du tout), a provoqué le plus formidable débat politique en France comme on n'en avait plus connu depuis Mai 1968. Je suis de ceux qui pensent que cette réappropriation du politique par les citoyennes et les citoyens n'a pas encore produit tous ses effets.

Même si certains de ces effets sont déjà observables. Le monolithisme des partis à la gauche du PS a vécu. Une nébuleuse de sympathisants de thèses alternatives (Alternatifs, Altermondialistes, Décroissants,') est apparue au sein de laquelle des aspirations variées se manifestent.

Il y a donc bien eu un ébranlement. On en a vu des traces : lors du premier tour de l'élection présidentielle, des PCF unitaires et des LCR unitaires ont fait campagne pour d'autres candidats que celle ou celui de leur parti. Lors du premier tour des élections municipales, des alliances en tous genres se sont constituées, certaines dans la cohérence du rejet du système, d'autres dans la cohérence du maintien du système.

Qu'est-ce qui émerge aujourd'hui ?

- Du PCF, rien pour le moment, en dehors de propos incantatoires en faveur de l'unité de toute la gauche du non, propos partagés par des cartels de personnalités comme « Maintenant à gauche » ou ce qui reste du Collectif national du 29 mai. Une unité de cette ampleur est en fait impossible, comme 2006 nous en a fourni la démonstration. On ne rassemble pas des contraires sur un projet pour l'avenir.
- De la LCR, la décision de transformer le parti en un nouveau parti anticapitaliste.
- Du côté des « Alter », la recherche improbable d'une structuration incertaine de gens dont la plupart ne se retrouvent que pour manifester haut et fort ce qui les différencie.

Bref, j'ai le sentiment que sur le champ de ruines que je décrivais dans ma note du 15 juin 2007 (« Pour une gauche nouvelle ») la reconstruction n'a pas encore vraiment commencé. J'avais alors espéré que la gauche nouvelle que j'appelais de mes vœux puisse naître du rassemblement des « Alter », riches de la variété de leurs idées, de

leur désintéressement et de leur lucidité. J'avais invité à ce que se multiplient des réunions pour penser un projet de société et des nouvelles manières d'agir ensemble dans l'espace public. Même si le manifeste de La Louvesc est un beau texte, force m'est de constater qu'il n'a pas mis fin aux divisions des « Alter » engagés dans un processus hallucinant de scissiparité qui confirme les analyses de Bourdieu. Sans parler de toutes celles et tous ceux qui se sont retirés dès 2006, dégoûtés par nos impuissances cumulées.

Triste tableau. Et pourtant. Pourtant, il y a une initiative concrète : celle de la LCR. Elle est la seule. Quel accueil faut-il lui réserver ?

J'observe que ceux qui ne conçoivent que des cartels d'appareils l'ont d'emblée descendue en flammes. Le numéro de Politis du 24 janvier en offre une spectaculaire démonstration. J'observe aussi le ni-ni d'une partie des « Alter » (ni le PCF-ni la LCR). Quelle ironie de l'Histoire que de voir ceux qui ne conçoivent l'action politique qu'au travers de négociations d'états-majors et ceux qui récusent les appareils devenir, comme disent les marxistes, des alliés objectifs !

Le ni-ni d'une partie des « Alter » ne débouche que sur l'impasse de l'éparpillement dans l'addition des sectarismes. Restons lucides sur ce qu'ont été le PCF et la LCR et sur ce qu'ils sont aujourd'hui, mais surmontons nos ranc'urs et nos déceptions de 2006/2007 (et je n'ai pas manqué d'exprimer les miennes) et voyons quelles sont les possibilités concrètes de construire un nouveau sujet politique. Et avec qui.

Je considère comme positif qu'un des partis de la gauche du non se remette en question et ouvre des perspectives nouvelles. Bien entendu, ce qui se prépare suscite des interrogations et même, chez certains, de la méfiance. Bien entendu, cette initiative appelle à tout le moins qu'on en débattenne. Mais voyons là un fait nouveau. Car, c'est trop rare à gauche qu'un parti décide de se transformer.

Jusqu'à quel point ? C'est bien là toute la question. Mais je me refuse à faire partie de ceux qui d'emblée écartent une initiative parce qu'elle n'entre pas dans les schémas qu'eux veulent rendre incontournables. Pourquoi décider immédiatement que ce n'est qu'un ravalement de façade ? Au nom de quoi affirmer que la LCR ne modifiera pas ses pratiques internes ? Pourquoi décréter dès maintenant qu'il ne s'agit que d'un subterfuge ?

Peut-être est-ce tout cela. Peut-être. Mais avant de l'affirmer ne conviendrait-il pas de vérifier ? Pourquoi ne pas tester la LCR sur l'ampleur des changements qu'elle annonce ?

Nous nous prétendons cartésiens, nous disons ne vouloir affirmer que ce que nous avons démontré. Il serait temps de conformer nos attitudes aux principes que nous claironnons.

Je ne propose pas de dire d'emblée oui à la LCR. Mais je me refuse à

dire non, dès à présent. Je propose de discuter avec elle pour vérifier ses intentions et savoir jusqu'où elles vont. En gardant toute ma liberté. Et ma proposition n'empêche en aucune façon les Alter de poursuivre leurs tentatives de s'organiser, s'ils sont enfin capables de surmonter leur individualisme exacerbé, leur sectarisme, leur propension à couper les cheveux en quatre.

Je ne veux pas prendre le risque de rater un nouveau rendez-vous avec l'Histoire. Parce que, et c'est cela qui m'angoisse par-dessus tout, nous sommes confrontés à une double urgence : l'urgence sociale et l'urgence écologique. Ceux qui ne possèdent que leur force de travail sont de plus en plus nombreux à sombrer dans la pauvreté ; les agressions contre notre cadre de vie et la planète toute entière sont chaque jour plus nombreuses et annoncent des catastrophes majeures. Deux évolutions qui trouvent une même origine : le système capitaliste. Il détruit des vies et il détruit la vie. Ainsi doivent nécessairement se rejoindre les sensibilités sociales et les sensibilités écologiques. Nous n'avons pas l'éternité devant nous. Il ne s'agit pas, bien entendu, de se précipiter et de bâcler ce qui demande réflexions et débats. Mais il ne peut être question de passer par pertes et profits les souffrances humaines qui s'accumulent et les déséquilibrent écologiques qui s'accroissent au prétexte qu'il faut prendre tout son temps pour construire un nouveau sujet politique. Si ' ET SEULEMENT SI - la mutation de la LCR offre une vraie opportunité, il faut la saisir.

Et qu'est-ce que ça coûte de dialoguer avec la LCR ? Serions-nous devenus des politiciens traditionnels que ne veulent jamais prendre le risque de dire « nous nous sommes trompés » ? Rejoignons-nous la cohorte des infaillibles de droite et de gauche dont les erreurs cumulées font nos malheurs ? En outre, en quoi serait-ce une erreur que d'entamer un dialogue même s'il n'aboutit pas à une conclusion positive ?

Ce n'est pas ma conception de la politique de rester pétrifié dans des certitudes quand il s'agit de modalités et non de principes. Or, à mes yeux, un parti n'est qu'un outil, un instrument pour réaliser des objectifs. C'est un moyen pour réaliser un projet. Pas une fin en soi.

J'ai une série de questions à poser aux dirigeants de la LCR sur le projet politique, sur les modalités de son élaboration et de son approbation, sur la manière dont elle va prendre en compte les différentes cultures politiques des militants qu'elle souhaite rassembler et sur le mode de fonctionnement de la nouvelle formation politique. J'observerai aussi la suite du processus qu'elle a enclenché en son sein. Et, d'ici à la fin de l'année, en toute liberté, en pleine connaissance de cause, après avoir débattu avec le plus grand nombre, je prendrai attitude. J'ignore aujourd'hui ce qu'elle sera. Chacun peut en faire autant.

Il ne suffit pas de proclamer qu'on veut faire de la politique autrement. Il faut se comporter en conséquence. Il ne suffit pas

d'appeler à l'unité. Il faut tenter concrètement de la faire. Et ne pas avoir peur d'aller au charbon.

Raoul Marc JENNAR

Militant et chercheur altermondialiste